



## La rénovation du bâti scolaire ne doit pas être conditionnée à l'adhésion au CNR !

La rentrée scolaire a été marquée par un fort épisode caniculaire qui a montré le retard pris par l'Éducation nationale dans sa nécessaire reconversion face à l'urgence écologique, face au dérèglement climatique.

À la rentrée, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé dans la presse que les établissements "les plus énergivores mais aussi ceux qui se sont engagés dans une démarche d'autoévaluation et d'innovation pédagogique" seront prioritaires pour la rénovation du bâti scolaire. Il avait déjà énoncé fin août, devant les recteurs, son intention de donner la priorité aux établissements ayant construit un projet dans le cadre du Conseil national de la refondation (CNR).

Nous espérons vivement que dans l'Isère, les équipes et les usagè-res n'auront pas à souffrir de cette gestion par la priorisation. **En effet, la rénovation et de désamiantage du bâti scolaire qui est une nécessité, et la rénovation des passoires thermiques que sont les écoles et établissements scolaires sont de la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale, pas celle des personnels.**

## Projet de loi de finance 2024

Le projet de Loi de Finance 2024 prévoit la suppression de 2 193 postes d'enseignant-es dans l'enseignement public pour la rentrée 2024 : 1 709 postes sont supprimés dans le premier degré et 484 dans le second degré. On compte déjà 7900 postes supprimés depuis 2017. C'est l'équivalent de 173 collèges supprimés depuis 2017.

Le gouvernement justifie les suppressions de postes enseignants par la démographie et on note en effet une baisse du nombre d'élèves pour la rentrée 2024 : 62 260 élèves en moins dans le premier degré public et 20 400 dans le second degré public, soit 82 660 élèves en moins sur un total d'un peu moins de 12 millions. Comme il nous a été rappelé à chaque Comité social l'an dernier que le nombre d'élève diminuait, nous profitons de cette déclaration pour rappeler à toute fin utile que remplir au maximum les classes (certes en tenant compte d'indicateurs sociaux) est un choix. **Concrètement, la baisse démographique aurait pu permettre d'alléger les effectifs et par exemple, les RASED auraient pu être reconstitués.**

### 13 octobre dans la rue

Dans un contexte de forte inflation et alors que le coût de la vie, et notamment de l'alimentation mais également du logement et de l'énergie, ne fait qu'augmenter, il y a au contraire urgence à un meilleur partage des richesses !

Le projet de loi de finance (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) vont entrer en discussion au parlement il y a urgence à faire d'autres choix de société : plutôt que des milliards pour les entreprises du CAC 40 qui font des profits record et détruisent la planète, il faut renforcer les services publics, l'hôpital et engager la transition écologique.

**SUD éducation 38 appelle à poursuivre cette dynamique d'organisation, à se réunir sur les lieux de travail, à construire des mobilisations, à participer au Tour de France pour la Santé, et à converger le 13 octobre à l'appel de toute l'intersyndicale.**